

Brochure n° 3379

Convention collective nationale

IDCC : 3016. – ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION

AVENANT N° 1 DU 13 FÉVRIER 2012
À L'ACCORD DU 17 JUIN 2010 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1250985M

IDCC : 3016

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de préciser les nouveaux taux de cotisations applicables à la garantie invalidité-incapacité permanente professionnelle à la suite de la publication de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites.

Les nouveaux tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 sont détaillés dans les tableaux ci-dessous et concernent l'ensemble des contrats destinés à couvrir l'ensemble du personnel (collèges cadres et non cadres).

Article 1^{er}

Objet de l'avenant, cotisations et répartition des cotisations

Le présent avenant modifie l'article 5 « Cotisations. – Taux et répartition » de l'accord relatif au régime conventionnel de prévoyance de la convention collective nationale des ateliers et chantiers d'insertion comme suit :

Salariés cadres

(En pourcentage.)

GARANTIE	COTISATIONS 2012	
	TA	TB
Capital décès-IAD de base	0,24	0,24
Capital décès-IAD additionnel	0,50	–
Rente éducation	0,19	0,19
Rente conjoint	0,32	–
Invalidité-IPP	0,36	0,36
Total	1,61	0,79

GARANTIE	COTISATIONS 2012	
	TA	TB
Incapacité temporaire de travail (*)	0,27	0,27
Total	1,88	1,06
(*) Base de cotisation : masse salariale du personnel ayant au moins 1 an d'ancienneté.		

Salariés non cadres

(En pourcentage.)

GARANTIE	COTISATIONS 2012
	TA/TB
Décès/IAD	0,24
Rente éducation	0,19
Incapacité-IPP	0,36
Total	0,79
Incapacité temporaire de travail (*)	0,27
Total	1,06
(*) Base de cotisation : masse salariale du personnel ayant au moins 1 an d'ancienneté.	

La répartition des cotisations entre l'employeur et les salariés s'effectue selon les mêmes modalités que celles prévues dans l'accord du 17 juin 2010.

Article 2

Date d'effet de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet à compter du 1^{er} avril 2012. Il s'applique à l'ensemble des entreprises et des salariés relevant des ateliers et chantiers d'insertion, qu'ils soient ou non en arrêt de travail avant cette date.

Il pourra être dénoncé selon les dispositions mentionnées par le code du travail.

L'accord susvisé est maintenu dans toutes ses autres dispositions.

Article 3

Dépôt, demande d'extension et publicité

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires à la direction des relations du travail, et une version électronique du présent texte sera envoyée à ladite direction (dépôt.accordtravail.gouv.fr).

Les signataires de l'accord demandent son extension auprès du ministre chargé de la sécurité sociale et auprès du ministre chargé du budget, conformément aux dispositions de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Fait à Paris, le 13 février 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SYNESI.

Syndicats de salariés :

PSTE CFDT ;

FPSE CFTC.